

DIRECTIVE ANTI-BLANCHIMENT

# Les lobbies font la loi



Grande lessive 2001, organisée par Attac. (photo: RK)

cret professionnel. En effet, la directive oblige un certain nombre de professions à dénoncer leurs client-e-s dès qu'elles les soupçonnent de blanchiment. Les avocat-e-s exigent de préserver un juste équilibre entre les exigences d'une lutte efficace contre le blanchiment et "les garanties essentielles du citoyen que sont le secret professionnel de l'avocat et l'indépendance de la profession d'avocat." De plus ils et elles s'offusquent des "pouvoirs exorbitants" conférés au Parquet, qui peut exiger des professions en question "toutes les informations requises" et s'en servir à sa guise, même en vue de poursuites n'ayant aucun lien avec le blanchiment. D'où la proposition de l'Ordre de créer une cellule anti-blanchiment, une structure à part exclusivement destinée à recueillir les soupçons de blanchiment.

## Indignation

Au fil des mois, d'autres avis ont suivi, celui de la Chambre de Commerce, fort critique, et celui du Parquet, justifiant dans l'ensemble les choix du gouvernement. "Rares sont les projets qui émeuvent autant les milieux concernés que les nouvelles dispositions en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme", constate le Conseil d'Etat dans son avis du 30 mars. Il poursuit avec un appel au calme. Mais sa neutralité n'est que feinte. "Summum jus, summa injuria", écrit la Haute Corporation au sujet de l'obligation de surveiller les paiements en liquide de 10.000 euros et plus. A ses yeux, "la lutte anti-blanchiment et anti-terrorisme ne doit pas conduire au 'gläserner Mensch'. (...) la poursuite justifiée d'un pourcentage infime de criminels ne doit pas porter des atteintes démesurées à la vie privée, constitutionnellement protégée." Cette indignation peut surprendre, alors que le Conseil d'Etat s'est montré fort discret au sujet de lois concernant les droits de la personne de militant-e-s d'ONG ou de réfugié-e-s. Il est vrai que ces groupes de personnes, qui ne disposent en général pas de 10.000 euros à dépenser en liquide, ne fréquentent guère les membres de la Haute Corporation.

Par ailleurs le Conseil d'Etat, faisant écho aux demandes du lobby financier, estime qu'il n'est ni souhaitable, ni bénéfique de "sur-transposer" des directives de ce type, alors que "le Luxembourg s'est traditionnellement distingué par une transposition des directives laissant aux acteurs économiques assez de souffle et d'espaces de liberté pour épanouir leurs activités, tout en prenant conscience des responsabilités y liées."

Il est vrai que certaines dispositions de ce projet de loi entrent en conflit avec des droits fondamentaux. Cependant les crimes qu'il doit contribuer à combattre sont graves. Que des actions telles que ouvrir un compte anonyme, s'entretenir avec son avocat-e sur la fiscalité des sociétés ou payer un gros diamant en li-

quide se retrouvent dans le collimateur de la Justice n'est pas un hasard. Invoquer, comme le fait le Conseil d'Etat, qu'il serait "contraire à notre mentalité collective, de stigmatiser par principe les transactions liquides" laisse songeur. D'autant que le délire continue: "Nos ancêtres constructeurs des fondements des grandes libertés en Europe ont pendant des décennies lutté pour établir la liberté du mouvement des capitaux."

## Reculade

Lors de la réunion de la commission juridique de la Chambre, jeudi dernier, ce sont les dignes héritiers de ces ancêtres qui ont pris la relève. Ainsi le choix scandaleux du gouvernement d'aller plus loin que les exigences de la directive en matière de paiements en liquide a été redressé: désormais, le seuil minimum pour qu'une transaction soit considérée comme suspecte au Luxembourg est de 15.000 euros. Or c'est précisément de telles transactions en liquide que les réseaux de blanchiment se servent de plus en plus ...

Autre enjeu: la possibilité donnée aux autorités judiciaires d'utiliser à leur guise les informations recueillies dans le cadre de la lutte contre le blanchiment. Cette disposition, effectivement discutable, fait l'objet d'une opposition formelle de la part du Conseil d'Etat. D'après les informations du woxx, un vote aurait tranché en faveur du projet gouvernemental, s'exposant ainsi à un veto de la Haute Corporation.

Enfin, concernant la liste des infractions visées par la loi anti-blanchiment, la commission juridique s'est partiellement ralliée à l'avis du Conseil d'Etat, là encore en opposition formelle. A la place de la formulation "crime", trop générale aux yeux des critiques, se trouve désormais une description plus précise: "infraction punie d'une peine privative de liberté d'une durée minimale supérieure à six mois." Là encore, il faudra attendre le verdict du Conseil d'Etat.

Que le pays où nous vivons soit un paradis fiscal pour les sociétés, c'est connu. A contempler l'avis du Conseil d'Etat, écrit par les banquiers, et la composition de la commission juridique - nombreux avocats liés aux milieux d'affaires -, on se dit que le Luxembourg est aussi un paradis pour lobbies.

Raymond Klein

## Zahl der Verkehrstoten gesunken

Auf Luxemburgs Straßen ist im vergangenen Jahr fast jede Woche ein Mensch gestorben. Im Vergleich zum Vorjahr bedeutet das aber schon einen Rückgang der Verkehrstoten. Nach Angaben des Verkehrsministeriums ist die Zahl auf 53 gesunken, das sind 14 Tote weniger als 2002. Trotz steigendem Verkehrsaufkommen seien damit in den vergangenen drei Jahren immer weniger Menschen ums Leben gekommen. Ausschlaggebend für den Rückgang seien vor allem die Einführung des Punktführerscheins und die verstärkte Polizeipräsenz. Unfallursache Nummer eins ist nach wie vor zu schnelles Fahren, gefolgt von Müdigkeit und Missachtung der Vorfahrt.

Besonders gefährdet sind Jugendliche. Laut Gesundheitsverwaltung sind in Luxemburg zu rund 43 Prozent Verkehrsunfälle die Todesursache bei den 15- bis 19-Jährigen. In diesem Jahr kamen im Großherzogtum bereits zehn Menschen im Straßenverkehr ums Leben. Laut Weltgesundheitsorganisation sind es weltweit rund 1,2 Millionen Menschen pro Jahr.

## Imaginäre Liste

"Der verlorene Sitz" schrieb das Tageblatt vergangenen Samstag in seiner Analyse des jüngsten Il-res-Stimmungsbarometers über das Abschneiden von déi Lénk im Bezirk Süden. "Da KPL und déi Lénk beschlossen haben, getrennt in die Wahlen zu gehen, werden beide leer ausgehen", hieß es in dem Zeitungsartikel. Beide würden also keinen Sitz in der Chamber erhalten. Déi Lénk sprechen nun von Manipulation und weisen darauf hin, dass nach der Umfrage 4,3 Prozent der Befragten im Zentrum und 5,2 Prozent im Süden votieren würden. "Das ist bei weitem mehr als bei den Wahlen von 1999 und deutlich mehr als bei der letzten Umfrage im November 2003", steht in einem Déi-Lénk-Pressecommuniqué vom vergangenen Mittwoch. Das Tageblatt habe aus der Antwort für déi Lénk eine Antwort für eine imaginäre Liste "déi Lénk/KPL" gemacht. Obwohl die Zeitung in einem Brief darauf aufmerksam gemacht worden sei, hätte sie die Umfrage wiederholt falsch interpretiert. Die Linken fragen sich deshalb: "Wie steht es um die journalistische Deontologie, wenn so unverschämt gegen einen politischen Konkurrenten auf der Linken manipuliert wird?"

## Erste Telefonflucht

Damit hat der Justizminister nicht gerechnet: mit Telefon-Flüchtlingen. Dabei handelt es sich um eine neuartige Spezies, die nicht etwa nach Luxemburg kommt, um hier zu telefonieren.



Ganz im Gegensatz dazu verlässt sie das Land, weil das Telefonieren im Großherzogtum zu teuer ist. Erst recht Ferngespräche, so zum Beispiel nach Kenia, wohin die Neu-woxxie, die seit vergangenen Montag das Team verstärkt, so oft wie möglich anrufen möchte. Nach dem ersten Vorgesmack, was die hiesigen Preise angeht, machte sie sich auf die Suche nach allerlei Telefonkarten, die günstige Anrufe anbieten. Doch ein durchschlagender Erfolg blieb aus. Die Neu-woxxie hat deshalb beschlossen, vorläufig ins benachbarte Trier zu ziehen und zu pendeln. Von dort aus telefoniert es sich doch wesentlich preisgünstiger nach Afrika.